



EVENEMENT

Les 10 questions que soulève la « remise en route » des écoles à partir du 11 mai

Des pistes se dessinent pour la réouverture des établissements scolaires. Mais les questions du choix des élèves prioritaires et des règles sanitaires sont encore loin d'être réglées.

Marie-Christine Corbier
@mccorbier

Quels élèves reprendront le chemin de l'école à partir du 11 mai ? Dans quelles conditions pédagogiques et sanitaires ? A trois semaines de l'échéance, l'inquiétude monte chez les syndicats, représentants de parents d'élèves et certains maires qui, à Tulle, à Lille ou ailleurs, ont dit ne pas être pas en mesure de rouvrir les écoles le 11 mai. Ce sera une « remise en route » plus qu'une rentrée, prédit la rectrice de Dijon, Nathalie Albert-Moretti. Beaucoup de questions restent sans réponse. Mais, au fil des interventions de Jean-Michel Blanquer et de ses échanges avec les syndicats, des pistes se dessinent.

1 QUI REPRENDRA LE 11 MAI ?

Probablement les seuls enseignants. Une prérentrée pourrait avoir lieu le 11, et éventuellement le 12 mai. « Les écoles ne rouvriront pas partout le 11 mai », a par ailleurs déclaré Edouard Philippe, dimanche soir. « Le 11 mai, ce sera le début du commencement du redémarrage », ironise Philippe Vincent, à la tête du principal syndicat de chefs d'établissement, le SNPDEN, qui voudrait utiliser la semaine du 11 au 18 mai pour préparer le retour des élèves.

2 QUELS ÉLÈVES SONT PRIORITAIRES ?

Le Premier ministre a parlé des « 5 à 10 % » d'élèves pour lesquels « le lien avec l'école [a été] rompu » comme d'un « grave danger » pour la nation. Ils seront prioritaires. Jean-Michel Blanquer a dit vouloir « cibler des classes et des catégories d'élèves ». Les écoles primaires sont « prioritaires », avait indiqué le ministre, car ce sont « les enfants qui souffrent le plus du confinement » et « les écarts se creusent ». Dans le second degré, il a dit vouloir cibler les élèves des filières professionnelles. Attention toutefois à « ne pas stigmatiser des élèves » et les étiqueter comme décrocheurs, met en garde Benoît Teste, secrétaire général de la FSU.

3 COMMENT CHOISIR LES ÉLÈVES ?

Le « point dur », selon Philippe Vincent, sera de dresser la liste des élèves jugés prioritaires. « Il est probable que ce soient les conseils de classe qui en décident, établissement par établissement, suggère Alexandre Freschi, député LREM et coanimateur du groupe en charge de l'enseignement scolaire à l'Assemblée. Dans les gros établissements du secondaire, cela serait « très compliqué », prédit Philippe Vincent, agacé de cette date du 11 mai « sortie du chapeau » et d'un ministère qui, faute de savoir comment s'y prendre, demande aux syndicats de lui faire des propositions. « L'appel à la coconstruction qu'on nous demande ressemble à une bouée à la mer jetée en notre direction pour sauver le soldat Blanquer », lâche-t-il. Cette question du choix des élèves est, selon lui, d'autant plus complexe que « les élè-

ves qui ont le plus décroché sont aussi ceux qu'on aura le plus de mal à faire revenir » dans les établissements.

4 L'ÉCOLE SERA-T-ELLE OBLIGATOIRE ?

Après avoir déclaré qu'elle ne serait pas obligatoire le 11 mai, le ministre a changé de discours : l'école sera bien obligatoire mais « tout le monde [n'ira] pas tout de suite ». Dans ses échanges avec les représentants des lycéens, il a évoqué « une période de transition » durant laquelle, pendant quelques semaines, le retour à l'école pourrait se faire sur la base du volontariat.

5 DES PETITS GROUPES À 10 OU 20 ?

Edouard Philippe a évoqué le scénario de moitiés de classe qui auraient des cours physiques une semaine sur deux. Des demi-groupes, de 10 à 20 élèves dans les lycées – le nombre serait différent dans les collèges –, sont à l'étude. Pour les collèges et lycées, on se dirige vers un mélange d'enseignement physique et à distance.

6 FAUDRA-T-IL FINIR LE PROGRAMME ?

Les mois de mai et de juin n'auront « rien à voir avec ceux des années précédentes », tout comme « sûrement septembre et octobre », a prévenu Jean-Michel Blanquer. Le but n'est « pas de finir le programme coûte que coûte, mais de se socialiser ». Pour les lycéens de terminale, cela pourrait vouloir dire se préparer à l'enseignement supérieur, plutôt que de travailler la fin des programmes.



7 UN REDOUBLEMENT À LA DEMANDE ?

La question d'un redoublement général de l'année en cours est une idée « *qui a été sur la table* », a confié Jean-Michel Blanquer aux représentants des lycéens. Mais elle aurait eu « *plus d'inconvénients que d'avantages* ». Le ministre a toutefois évoqué la possibilité d'un redoublement sur proposition de l'élève.

8 QUELLES RÈGLES SANITAIRES ?

Les syndicats enseignants, lycéens et la principale fédération de parents d'élèves, la FCPE, demandent la mise en place d'une « *politique massive de tests* ». L'Association des maires de France (AMF) la réclame aussi. « *Si nous considérons que les garanties pour nos personnels ne sont pas suffisantes, on pourrait ne pas rouvrir les écoles* », prévient Agnès Le Brun, vice-présidente de l'AMF. *On nous parle de dédoublements le matin et l'après-midi : mais comment désinfecter les écoles le matin et l'après-midi ?* » Sans compter que, pour que les écoles rouvrent le 11 mai, il faut que les personnels des collectivités en charge du nettoyage soient intervenus avant cette date.

Une récente enquête de l'Observatoire de la sécurité des établissements indique par ailleurs que 25 % des écoles et 22 % des collèges et lycées ne disposent pas d'un nombre suffisant de points d'eau.

9 NE RECOURIR QU'AUX PROFS VOLONTAIRES ?

Ne faire appel aux enseignants que sur la base du volontariat est un point en discussion. Certains ont déjà indiqué qu'ils feraient valoir leur droit de retrait. « *On ne voudrait surtout pas donner l'impression d'être rétifs à une reprise. Mais si les protections ne sont pas là et si c'est dangereux, on prendra nos responsabilités en termes de droit de retrait et de préavis de grève* », fait valoir Benoît Teste, le secrétaire général de la FSU.

10 CANTINE OU SANDWICH ?

Pour l'ouverture des cantines, plusieurs hypothèses sont envisagées, dans chaque collectivité. Dans le secondaire, ce sera soit un service de restauration aux horaires aménagés en petits groupes, soit une sandwicherie ouverte à tous. ■



Pour la reprise, les écoles primaires sont « prioritaires », a insisté le ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer. *Photo Mathieu Pattier/Sipa*